

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : Iram, Coll.

Titre : « Besoins et participation des femmes rurales au Niger, in Les carnets de l'enfance », *extrait du n°41*, 19 p.

Editeur : IRAM, Paris

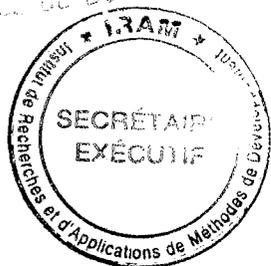
Date : octobre 2002

les carnets de l'enfance

assignment children

Besoins et participation des femmes rurales au Niger

IRAM



Extrait du N°

41

Janvier/mars 1978

Reprint from No.

January/March 1978



unicef

Revue sur l'enfance, la jeunesse et les femmes dans le développement
A journal concerned with children, women and youth in development

DG/A-AF-NIR0001

Revue trimestrielle multidisciplinaire publiée par
le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

A quarterly multidisciplinary journal published
by the United Nations Children's Fund

Les articles de ce numéro peuvent être reproduits avec
l'autorisation de l'éditeur

Articles published in this issue may be reproduced
with the authorization of the Editor

Commission paritaire n° 50330
Library of Congress catalog card number : 68-377

Conseil scientifique

Scientific Board

Dr. Mario Altenfelder, Presidente de la Fundación
Nacional del Bienestar del Menor, Rio de Janeiro
(Brazil).

Prof. Urie Bronfenbrenner, Department of Human
Development and Family Studies, New York State
College of Human Ecology (USA).

Prof. R. Dahrendorf, Director of the London School
of Economics (United Kingdom).

Prof. Robert Debré, membre de l'Institut (France).

Mr. R. K. H. Gardiner, High Commissioner for
Economic Planning (Ghana).

Prof. Pablo González Casanova, Director, Instituto
de Investigaciones Sociales (México).

Dr. Gutiérrez Muñiz, Responsable del Grupo Nacional
de Pediatría (Cuba).

Shri T. R. Jayaraman, Joint Secretary, Ministry of
Education and Youth Services (India).

Dr. Georges Sicault, ancien Directeur général adjoint
de l'Unicef.

Prof. Aldo Solari, Instituto Latinoamericano de
planificación económica y social (Chile).

Prof. J. M. Stoudenikine, directeur de l'Institut de
pédiatrie de l'Académie des sciences médicales de
l'URSS.

Editor:

Dr. P.-E. Mandl

© UNICEF 1978
FR ISSN 0004-5128

ÉTUDE DE CAS

Besoins et participation des femmes rurales au Niger



Institut de Recherches et d'Applications
des Méthodes de Développement (IRAM)
Paris

IRAM
Service de Documentation

*Quels sont les besoins prioritaires ressentis par les femmes ?
Comment les satisfaire ?*

*Les femmes du Niger ont évoqué leur lourd fardeau
quotidien, les corvées d'eau, de bois, de pilage, la maladie
et, en conséquence, leur manque de temps et de moyens
pour des activités rémunératrices. Accroître leur revenu est
leur préoccupation essentielle. Par ce revenu, elles assurent
mieux leur indépendance et leur sécurité personnelle.*

*Les pages qui suivent évoquent quelques-uns des aspects
d'une méthodologie de recherche-participation, fondée sur
l'identification des besoins exprimés par les femmes rurales.*

*Les actions entreprises pour y répondre s'appuient
largement sur l'auto-encadrement villageois, constitué de
femmes et d'hommes du village, choisis par la communauté
pour acquérir et répandre un savoir et un savoir-faire
directement utiles. Trois exemples ont été retenus pour
illustrer cette approche : l'opération moulin de village, le
recyclage des matrones traditionnelles et l'opération flavoquine
pour prévenir le paludisme.*

Étude présentée par M^{mes} Annette Corrèze et Vicky Barres au Séminaire
UNICEF/EADI sur les « Stratégies de développement relatives aux besoins
essentiels et aux services de base », Vienne, 4-8 décembre 1977. Cette étude
a été rédigée à partir du document *La participation des femmes rurales au
développement — A propos d'une action d'animation rurale féminine en Répu-
blique du Niger, 1966-1975*, IRAM, Paris, 1976, 78 p.

Summary in English : « Niger: the participation of rural women in meeting
their needs », p. 130.

Resumen en español : « Niger: mujeres rurales participan en la satisfacción
de sus necesidades », p. 134.

Carnets de l'enfance, Vol. No. 41.

Carnets de l'enfance - Assignment Children, UNICEF
Palais Wilson, Case postale 11, 1211 Genève 14, Suisse
Tél. (022) 32 43 78

Dans de nombreuses régions d'Afrique, parce qu'elles assurent tout ou partie de la production vivrière et la survie quotidienne de la famille, parce qu'elles sont la permanence face au prélèvement de travailleurs opéré par les économies industrialisées, parce qu'elles maintiennent les réseaux de solidarité, les femmes garantissent la survie des communautés, assurent la reproduction sociale au prix d'une usure physique prématurée dont il serait intéressant de mesurer les conséquences socio-économiques réelles : diminution de la force de travail, besoin des hommes de se procurer des femmes jeunes, etc., au-delà même de l'oppression personnelle que cela représente.

Susciter la participation des femmes au développement n'est pas, pour les Etats, se situer dans le grand vent de l'année de la femme, ou s'assurer une force de travail indispensable à son développement : c'est garantir leur survie et les chances de construire une société libérée et épanouissante.

L'expérience relatée ci-après permet de préciser un certain nombre d'hypothèses de travail et de s'interroger sur les axes d'un développement qui rendrait possible la nécessaire solidarité des femmes pour un combat efficace contre la dépendance économique, en permettant simultanément la satisfaction de leurs besoins particuliers.

Les contradictions propres à l'intervention externe

Avant d'aborder la description de la méthodologie, nous tenons à mettre en évidence les contradictions propres à une intervention dans un milieu donné, dont l'impulsion vient de l'extérieur :

— la première ambiguïté vient du fait que l'action était menée par des cadres nationaux dont les intérêts sont parfois en contradiction avec ceux des paysans ;

— la deuxième contradiction vient de l'appel à une assistance étrangère (personnel et financement) pour des actions qui devaient permettre la prise en compte des intérêts paysans.

Notre présence, à nous conseillères, appelées à former les cadres et à élaborer avec eux une démarche d'intervention qui devrait favoriser la participation paysanne — et en particulier des femmes — au développement, entraîne, même involontairement, la pénétration du système de domination occidental dont

les intérêts sont en contradiction avec un développement auto-centré (reposant en priorité sur les forces et richesses nationales).

Le financement de la plupart des actions était par ailleurs assuré par des organismes qui représentent ces mêmes intérêts.

Aperçu méthodologique

Il faut avoir présent à l'esprit que dans l'action les trois étapes décrites ci-dessous — la connaissance du milieu, l'auto-encadrement et la prise en charge de l'action par la communauté — ne sont pas chronologiques mais souvent imbriquées.

La méthodologie exposée ci-après est le résultat d'une recherche permanente et souvent difficile. Dans ce domaine il n'y a pas de recette : pour chaque pays, pour chaque région, pour chaque village, la démarche exige un ajustement constant aux réactions des groupes et aux réalités du milieu.

La connaissance du milieu

Avant de déclencher une action quelle qu'elle soit avec les femmes, il a fallu les connaître et réfléchir avec elles sur leurs conditions de vie et les problèmes qu'elles rencontrent.

Cette connaissance du milieu est progressive et nous pouvons distinguer deux phases principales : l'étude globale et les enquêtes spécifiques.

L'étude globale des conditions de vie

L'objectif de l'étude globale est d'entrer en contact avec les femmes et de dégager avec elles une vue d'ensemble de leurs conditions d'existence. Pour ce faire, les cadres féminins du service de l'animation séjournèrent dans les villages, se donnant ainsi l'occasion de partager concrètement les conditions de vie des femmes et de s'informer de leurs problèmes. Les observations, les notes et les enregistrements recueillis permirent aux cadres de rédiger des monographies de la région qui servirent de base à des études ultérieures.

Il ne faut pas oublier de préciser que cette première prise de contact avec les femmes exigea chaque fois d'obtenir préalablement l'accord des hommes lorsque ceux-ci n'étaient pas déjà sensibilisés à la nécessaire participation des femmes au développement. Ceux qui l'étaient déjà disaient : « la femme doit être derrière l'homme, mais elle ne doit pas être trop loin ».

Les études spécifiques menées avec les femmes sur leurs besoins

Une série d'études spécifiques portèrent sur différents problèmes : l'accouchement, l'agriculture, l'élevage, la transformation de l'huile d'arachide, le riz pilé, le paludisme.

Ces études furent réalisées à travers des enquêtes menées auprès des individus et auprès des groupes soit spontanés (ex. femmes réunies autour du puits, sous l'arbre où elles battent le mil, etc.) soit provoqués (réunions dans les quartiers ou les villages).

Les résultats de l'enquête, après exploitation, de même que pour l'étude globale, furent restitués à la population intéressée, cette fois dans le but de l'inciter à analyser les différentes causes du problème et à décider de l'action à entreprendre.

Les femmes sont amenées à dégager et à classer deux séries de facteurs, ceux sur lesquels elles-mêmes ou le village peuvent agir et ceux pour lesquels une intervention extérieure au village est nécessaire.

L'analyse de la première série de facteurs favorise la prise de conscience des possibilités d'action propres au village. Celle-ci accélère le processus interne de changement et permet une meilleure prise en charge par le village de l'intervention décidée sur impulsion de l'extérieur : organisation de la population et choix d'un auto-encadrement.

L'auto-encadrement paysan différent de la vulgarisation

Le choix du gouvernement du Niger en faveur d'une participation volontaire des paysans au développement a amené l'Animation à développer la formation d'un auto-encadrement paysan. Cette option est en opposition avec la formule d'un encadrement rapproché au niveau des villages, du type agents vulgarisateurs.

La présence d'un auto-encadrement villageois n'exclut pas l'action d'un encadrement, mais ce dernier se situe dès lors à un autre niveau d'intervention : formation de l'auto-encadrement, appui de ses actions, programmation sur des zones regroupant plusieurs villages. Leur présence permanente se situe le plus souvent au niveau de l'arrondissement ou d'un village-centre de manière à suivre les actions entreprises dans les villages environnants.

Différentiation sociale et choix des animatrices

L'intervention des cadres au moment où se décident les actions à entreprendre a pour but de susciter dans les villages le choix de la ou des personnes qui sont appelées à exercer la fonction d'auto-encadrement.

L'expérience a montré que le choix de la population est principalement guidé par :

- le statut social de la personne choisie, dont dépend l'influence qu'elle aura sur le groupe ;
- la possibilité de sortir du groupe pour suivre les stages de formation ;
- l'aptitude à utiliser l'outil ou les connaissances nouvelles.

Le critère d'influence étant déterminant dans l'auto-encadrement féminin, la plupart des femmes choisies par la collectivité sont issues des groupes les plus favorisés du village (soit par le statut, ou par le pouvoir économique...).

Ce choix restant une décision locale et mettant en jeu le système des relations sociales et des rapports de pouvoir à l'intérieur du village, il échappe totalement au contrôle des cadres et reflète plus souvent la hiérarchisation de la société traditionnelle que la capacité à assumer une fonction. Néanmoins, c'est un passage nécessaire pour toute action visant un changement social qui soit assumé par la population elle-même.

Pour atténuer les effets de la différenciation sociale, les cadres s'efforcèrent progressivement :

- de multiplier le nombre des animatrices au sein du même village ;

- de mettre l'accent, dans la formation, sur la spécialisation nécessaire pour mener à bien une action limitée dans le temps qui permettait à des personnes n'ayant pas de statut reconnu de s'affirmer par leur compétence ;
- d'éviter la concentration du savoir par l'auto-encadrement en informant au maximum l'ensemble de la population sur les modalités de l'action.

Le contenu de la formation

La formation de l'auto-encadrement féminin est dispensée généralement dans un endroit à proximité des villages, au cours de stages de courte durée (une à deux semaines). Elle est poursuivie et complétée à l'occasion de stages ultérieurs. Cette formation comporte un contenu technique spécialisé et un contenu général pratique.

La spécialisation a pour objet l'acquisition et la maîtrise de la technique (pratique de l'accouchement dans de bonnes conditions d'hygiène pour les matrones ; méthodes culturales pour les animatrices en agriculture, entretien et déparasitage des animaux pour les animatrices en élevage).

La formation générale est concrète et porte sur les problèmes vécus dans le village (ainsi les animatrices formées en agriculture reçoivent également des notions relatives au paludisme, au sevrage, à l'hygiène de la concession et à la plantation des arbres). Cette formation générale favorise la collaboration entre les différentes catégories d'animatrices, la diffusion de pratiques nouvelles et évite la concentration du savoir, donc du pouvoir, en une seule personne. Pour cette dernière raison, mais aussi parce qu'il est difficile pour une femme de venir seule au stage et parce que son réseau d'influence est relativement limité, les femmes choisissent plusieurs animatrices par village (deux au minimum).

Le contenu de la formation suit une progression pédagogique : il est élaboré à partir des connaissances traditionnelles et de l'expérience vécue et intègre les aspects qui contribuent à l'adaptation des innovations techniques.

La prise en charge de l'action par la communauté

La participation effective de la population à une action demande que celle-ci réponde à un besoin ressenti et qu'elle repose sur une organisation des intéressés pour la prendre en charge dans le cadre d'une programmation établie de commun accord.

Pour permettre à une grande partie de la population d'adopter l'amélioration proposée, les moyens introduits (outils ou produits) doivent être économiquement et techniquement accessibles aux utilisateurs. La maîtrise économique est assurée lorsque le coût, le mode d'acquisition et la gestion de l'outil sont à la portée de la majorité des paysans. Elle implique non seulement de savoir utiliser l'outil, mais également d'être à même de l'entretenir.

On a tenté de donner la préférence, chaque fois que c'était possible, à l'outil de fabrication locale ou facilement reproductible sur place plutôt qu'à l'outil importé. Par exemple, dans l'opération « densité de semis », une *daba* double, fabriquée sur place, fut utilisée.

Participation financière

La participation financière de la population, si minime soit-elle, concrétise son engagement dans l'action. On a toujours évité de proposer des actions reposant sur des dons. Lorsque des instruments sont confiés à l'auto-encadrement, c'est en contrepartie d'un service ou d'une démonstration à faire. Par exemple, une trousse de soins pour les accouchées et les nouveau-nés est remise aux matrones. Presque toujours le renouvellement des produits reste à la charge de la matrone ou des femmes.

Pour certaines opérations, une subvention est accordée pour rendre le produit plus abordable. C'est le cas de la flavoquine ou des produits de déparasitage des animaux.

L'aide apportée à la participation financière de la population par le biais de subventions a certes facilité l'organisation de l'action, mais elle a entraîné plus tard des difficultés liées à l'augmentation des coûts et l'impossibilité de poursuivre ou d'élargir l'expérience lorsque la subvention n'était pas reconduite.

Contrôle de la gestion

Pour qu'il y ait prise en charge effective de l'action, il est nécessaire que la population ait la possibilité de contrôler la gestion de l'opération et de la réajuster selon les résultats obtenus. D'une part, des comités de gestion (comités de gestion des pharmacies de village et des trousseaux matrones, comités de gestion pour les moulins) furent créés. Les membres sont délégués par les villageois pour contrôler l'utilisation des fonds. D'autre part, pour le réajustement de l'action, des réunions périodiques organisées par les cadres au cours de tournées d'évaluation permettent de recueillir les critiques et suggestions des intéressés pour en améliorer le déroulement.

Les modalités de prise en charge d'une action par la population entraînent assez souvent des conflits entre paysans et cadres techniques. Ces derniers sont soumis à une programmation et à des contraintes administratives qui ne leur permettent pas toujours de suivre le rythme des réactions du monde paysan. Celui-ci éprouve le besoin de voir le résultat de l'expérimentation du nouveau moyen. Par conséquent, les actions débutent lentement mais une fois un résultat positif constaté, leur extension s'avère rapide et les services techniques ont peine à répondre à la demande.

Par ailleurs, l'approche purement technique d'un grand nombre de cadres limite leur ouverture au dialogue permanent avec les paysans qui réagissent en fonction de l'ensemble de leurs conditions de vie et non par rapport à un aspect isolé de celles-ci.

L'évaluation des actions, telle qu'elle est menée, apparaît comme un contrôle exercé par les cadres sur la population au lieu de constituer une démarche des intéressés aidés par les cadres. Il faut noter là l'influence des modèles transmis aux cadres par l'école qu'ils ont souvent, que nous avons souvent, du mal à dépasser. D'autre part, cette évaluation portait davantage sur les résultats d'ordre technique que sur les répercussions sociales liées à l'action.

Actions menées : accroître le revenu et améliorer la santé

La corvée du pilage

Le mil et le sorgho, base du repas familial en zones de savane, requièrent des femmes un lourd travail. La transformation en farine représente une série d'opérations fatigantes et fastidieuses : décorticage, vannage, pilage, vannage, pilage encore et tamisage.

Le niébé, l'arachide, le maïs, le blé et le riz sont également pilés, mais chacun avec un processus différent. Ces produits sont transformés, surtout pour la vente sur le marché local : plats cuisinés, huile d'arachide, riz pilé...

Ce travail est physiquement très dur et prend beaucoup de temps. Les femmes demandent de l'aide dans ce domaine, en montrant leurs mains déformées par le pilon et se plaignent du manque de temps pour se consacrer à des activités plus rémunératrices.

Economie féminine et impact de l'action « moulin de village »

La réponse à cette demande fut longtemps différée. Elle s'est traduite récemment en une action « moulin de village » dans une région, le département de Zinder, où la densité de la population est élevée. Les femmes y exercent des activités de transformation importantes. Elles connaissent l'existence de moulins à moteur diesel par la proximité du Nigéria. La coexistence de ces trois facteurs a permis la réalisation de l'opération.

Dans cette région, en plus du pilage du mil et du sorgho pour la préparation du repas familial, les femmes transforment l'arachide en huile et le niébé en farine pour faire des beignets, le tout étant destiné à la commercialisation locale. Or, la non-rentabilité du pilage devient évidente lorsqu'elle est considérée par rapport aux autres phases du processus de transformation, d'autant plus que, pour l'arachide, le rendement en huile est supérieur de 20 % lorsqu'elle est moulue à la machine. De ce fait, pour les produits destinés à la vente, l'augmentation du revenu compense largement le coût d'utilisation du moulin.

La fatigue et la perte de temps ressenties dans le pilage quotidien du mil et du sorgho pour la préparation du repas familial,

deviennent un facteur secondaire dans la justification de l'opération moulin de village. Si le moulin épargne à la femme toutes les phases qui suivent le décorticage pour la seule préparation du *tuwo*¹, par contre, pour la préparation de la *fura*² et d'autres plats traditionnels tels que le couscous, l'ensemble du processus du pilage doit être exécuté avec le mortier. L'introduction d'un appareil mécanique pour moudre les grains ne prive pas les femmes « professionnelles du pilage » de leur gagne-pain.

Consensus général des trois groupes de femmes

On retrouve trois groupes de femmes :

1) celles qui ne pilent jamais : auparavant elles faisaient appel à la « pileuse », maintenant elles utilisent le moulin pour transformer les produits destinés à la vente et louent les services de la pileuse pour le mil et le sorgho destinés au repas familial ;

2) celles qui pilaient tout elles-mêmes et qui, maintenant, utilisent le moulin pour les produits destinés à la vente tandis qu'elles continuent à piler elles-mêmes (en se faisant aider par leurs filles ou leurs brus) le mil ou le sorgho du repas familial. C'est à ce groupe que le moulin apporte le plus d'avantages ;

3) les pileuses qui exécutaient auparavant l'ensemble des tâches relatives au pilage en contrepartie d'une rémunération en nature : son et eau de lavage du mil (pour l'alimentation du petit bétail). Elles continuent à exercer leur profession en se spécialisant. Dans les villes où les moulins sont implantés depuis un certain temps, on a observé que ces pileuses, outre l'exécution de certaines phases qui ne peuvent pas être accomplies par le moulin, préparent et vendent les boules pour la *fura*, bénéficiant ainsi d'un revenu supérieur.

Chaque groupe de femmes y trouvant ainsi son intérêt, il y a eu un consensus général en faveur du moulin. La demande des femmes était d'autant plus pressante qu'elles avaient vu des moulins importés du Nigéria fonctionner dans les grosses agglomérations et que les plus dynamiques d'entre elles les utilisaient déjà au prix de longues heures de marche ou d'un coût de transport élevé.

¹ *Tuwo* : pâte préparée surtout le soir.

² *Fura* : farine de mil ou de sorgho précuite et fermentée sous forme de boule, délayée dans de l'eau ou dans du lait caillé.

Un autre facteur favorable résida dans la densité de la population. Pour que le moulin soit rentable, une fréquentation d'environ un millier d'utilisatrices est nécessaire.

Le fonctionnement de ces moulins est assuré par des mécaniciens locaux auxquels il a été fait appel pour l'installation des moulins de village et la formation des « mouleurs »³.

Accès difficile des femmes aux coopératives

Les moulins furent mis en place dans des villages-carrefour. Leur localisation coïncida avec les chefs-lieux des coopératives, constituées depuis une dizaine d'années pour la commercialisation de l'arachide.

Les structures de ces coopératives ne sont pas accessibles aux femmes jusqu'à présent. La gestion coopérative du moulin de village devrait leur permettre d'accéder progressivement à ces structures. Dans cette perspective, l'accord des hommes devient indispensable. Or, à cause des conflits d'ordre social entre hommes et femmes, dus aux activités économiques de celles-ci, les hommes ont toujours manifesté de l'hostilité à l'égard des actions visant à augmenter le revenu féminin. La situation s'est débloquée en faveur du moulin tout dernièrement, suite aux circonstances exceptionnelles liées à la sécheresse. Les difficultés de survie durant ces dernières années ont amené les hommes à reconnaître le rôle primordial joué par les femmes dans le maintien de la vie familiale : grâce à l'épargne constituée par celles-ci (petit bétail), la famille a pu acheter les aliments qu'ils n'avaient pu produire.

La répartition des tâches

Le consensus des hommes et des femmes obtenu, la répartition des tâches fut décidée collectivement :

- construction d'une maison en banco par investissement humain pour abriter le moulin,
- élection d'un comité de gestion composé obligatoirement en majorité de femmes,

³ On peut s'interroger sur l'absence de formation de « mouleuses » ; d'autre part on se rend compte que, dès qu'il y a introduction de nouvelles technologies, celles-ci sont d'abord utilisées par les hommes, provoquant une nouvelle redistribution des tâches.

- choix et envoi d'un homme pour l'apprentissage du fonctionnement de l'appareil auprès d'un mécanicien spécialisé de la région.

La prise en charge de l'opération par les femmes fut favorisée par l'existence d'actions collectives dans le domaine de la santé et de la production agricole qui permirent à certaines d'entre elles d'assumer des responsabilités. Ces femmes furent élues au comité de gestion, mais la difficulté majeure pour les former à la tenue des documents comptables réside dans le fait qu'elles sont analphabètes. Or, l'alphabétisation des villageoises n'est pas envisageable à court terme d'une part parce qu'elles ne sont pas suffisamment motivées (la participation à la gestion, si elle était généralisée, pourrait constituer une motivation), d'autre part parce que les structures sociales ne le permettent pas et que le service compétent n'est pas prêt à y faire face.

Financement du moulin

Pour cette première expérience, les moulins furent financés par le gouvernement et une aide extérieure. L'amortissement a été envisagé à court terme pour démontrer la rentabilité de l'opération dans le but de faire prendre en charge l'achat des moulins par le Fonds d'investissement des coopératives (UNCC), fonds alimenté par une partie de la marge bénéficiaire dégagée par la commercialisation des arachides. Le coût de cette machine étant d'environ 10 000 FF, son achat ne peut être envisagé que par la structure des coopératives.

Les coopératives de cette région disposent actuellement des fonds nécessaires, mais leur utilisation échappe au pouvoir de décision des paysans. En effet, les fonds sont accumulés et conservés au niveau national et sont sous le seul contrôle de l'UNCC. Faute d'une réponse des coopératives, l'initiative privée des commerçants tendra de plus en plus à s'y substituer, vu la demande pressante des femmes et la rentabilité de l'opération.

Si les femmes sont de plus en plus motivées, c'est parce qu'elles voient dans le moulin un moyen efficace de rentabiliser leur production agricole par sa transformation sur place. Elles investissent le surplus dégagé dans des moyens de production agricole (fongicide, semences, main-d'œuvre), dans l'achat de petit bétail et dans l'achat de services (eau et bois).

Concurrence avec les industries

La part de la transformation de l'arachide en huile est déterminante pour l'augmentation du revenu des femmes, qui produisent de l'huile et des tourteaux utilisés et appréciés par les consommateurs nationaux. Cette activité entre en concurrence avec la transformation industrielle des huileries de la région qui tendent à absorber la totalité de la production arachidière pour exporter vers l'Europe de l'huile partiellement raffinée.

Lorsque la production arachidière est déficitaire, la concurrence sur le marché local de l'arachide devient aiguë et, dans ce cas, une option nationale sans ambiguïté est indispensable vis-à-vis du marché extérieur et des huileries nationales où la part des investissements étrangers reste importante.

Les besoins ressentis sur le plan de la santé

Parmi les problèmes ressentis comme les plus graves par toutes les femmes, il y a :

1. la mortalité qui frappe les enfants entre un et trois ans;
2. les difficultés d'accouchement, exprimées plus concrètement par les conséquences qu'elles entraînent :
 - mortalité des femmes,
 - mortalité des nouveau-nés,
 - complications d'accouchement et leurs séquelles ;
3. le paludisme (en particulier les accès pernicieux des enfants) pendant la saison des pluies.

Il faut noter qu'un certain nombre de besoins sanitaires sont satisfaits au niveau du village par les moyens traditionnels : diverses manifestations de la maladie sont soignées par les guérisseurs et les matrones qui utilisent la pharmacopée traditionnelle. La population fait appel à l'aide extérieure du service de Santé quand le traitement traditionnel reste sans résultat.

Les actions entreprises avec les femmes dans le domaine de la santé ont voulu être une réponse aux trois principaux besoins cités plus haut et elles ont été menées dans un souci de prévention. Pour déclencher l'action, il a fallu agir à partir des motivations des femmes et de la perception qu'elles avaient de la maladie.

L'opération matrones

Son objectif principal est d'améliorer les conditions d'accouchement en brousse pratiqué par les matrones suivant un rituel dicté par la tradition. L'introduction de moyens simples pour garantir l'hygiène a été perçue comme une aide positive. Le dialogue avec les femmes a fait ressortir d'une part qu'elles ressentent comme une contrainte les grossesses rapprochées — épuisement physique, sevrage précipité de l'enfant précédent et risque accru de mortalité — et, d'autre part, qu'elles sont en même temps conscientes que seules de nombreuses naissances leur permettront de conserver un nombre suffisant d'enfants vivants. En effet, on estime dans ce milieu que la moitié des enfants meurt avant l'âge de cinq ans.

Améliorer les conditions d'accouchement

Les moyens introduits furent les suivants :

— utilisation d'un morceau de plastique, facilement lavable, destiné à empêcher le contact de l'enfant et du périnée de la mère avec le sol, cause de nombreuses infections puerpérales ou de tétanos : traditionnellement en effet l'accouchement se fait sur le sol (du sable propre apporté pour l'occasion) ou sur une natte usagée ;

— utilisation d'une lame de rasoir neuve pour sectionner le cordon ombilical et utilisation du mercurochrome à la place des emplâtres posés sur le nombril (ces emplâtres font souvent appel à des produits naturels reconnus pour leur pouvoir hémostatique, mais dont la préparation est peu aseptique, ce qui entraînait de nombreux cas de tétanos ombilical). Le cordon est coupé traditionnellement avec une tige de mil ou le couteau utilisé pour la récolte du mil ;

— utilisation de l'argyrol pour la désinfection des yeux de l'enfant s'ajoutant à l'action du kohl.

A cette amélioration des conditions d'accouchement s'ajoutait la préoccupation d'assurer suffisamment tôt l'évacuation des cas difficiles vers le dispensaire en enseignant aux matrones à les identifier à temps.

Soins prénataux et éducation nutritionnelle

Toujours dans le souci de préserver la santé des mères, on a insisté pour que les matrones interviennent avant l'accouchement. Traditionnellement en effet elles n'interviennent qu'après la naissance de l'enfant pour couper le cordon, assurer la délivrance et enterrer le placenta selon les rites. La formation des matrones et l'information donnée aux femmes visaient à étendre le rôle des matrones aux soins prénataux : précautions à prendre par la mère, dépistage des œdèmes, alimentation des mères...

Les matrones s'occupant de la mère et de l'enfant pendant la semaine qui suit la naissance (hygiène de la femme et soins pour le nombril de l'enfant), on a voulu profiter également de leur influence exercée auprès des mères pour élargir leur responsabilité dans le domaine des soins aux nouveau-nés, en particulier en ce qui concerne leur alimentation.

Le premier lait de la mère étant considéré comme nocif pour l'enfant (il donne le *kai-kai*⁴), celui-ci est alimenté les premiers jours par des décoctions d'herbes ou du lait de chèvre. Ne pouvant guère modifier cette habitude, l'intervention porta sur l'hygiène : faire bouillir l'eau ou le lait. Par contre le rôle de conseil de la matrone en matière de nutrition de l'enfant à la période du sevrage n'a pas donné de résultats aussi satisfaisants.

Enregistrer les naissances

En complément à cette formation et dans le but de permettre la constitution d'un état civil, il fut demandé aux matrones de tenir à jour un cahier d'enregistrement des naissances devant permettre aux parents d'obtenir des certificats de naissance de plus en plus recherchés. Etant analphabètes, elles ont recours au marabout, à des enfants scolarisés du village ou aux cadres de passage.

Quelques raisons du succès de l'opération matrones

L'opération matrones est celle qui a été le plus largement réalisée sur l'ensemble du territoire. Les raisons de ce succès semblent diverses.

⁴ *Kai-kai* : terme très général recouvrant diverses manifestations d'éruptions.

1. Cette action répondait à un besoin ressenti et exprimé par toutes les femmes, dans les différentes régions du Niger et quel que soit leur statut social.

2. Elle s'appuyait sur une organisation traditionnelle : chaque village avait ses matrones qui transmettaient aux générations suivantes leur compétence. A l'occasion de la cérémonie d'imposition du nom, qui se fait une semaine après la naissance, il y a échange de cadeaux dont une partie est destinée à la matrone pour le service rendu. L'opération matrones n'a fait que valoriser cette organisation en améliorant la compétence de la matrone.

3. Cette action a reçu dès le début le soutien massif des hommes auxquels elle renvoyait l'image rassurante de la femme en tant que mère et épouse sous leur dépendance. Pour cette raison, elle fut une des premières actions menées avec les femmes, bien que celles-ci aient quelquefois exprimé en priorité des besoins d'ordre économique. Elle avait par ailleurs l'avantage de permettre d'engager ou de poursuivre le dialogue avec la population sur les moyens de répondre aux autres besoins.

4. Due à l'initiative de quelques membres du service de Santé qui avaient perçu à travers leur travail la nécessité d'une action de prévention facilement vulgarisable au niveau des villages, la collaboration entre les services de l'Animation et de la Santé a été facilitée par l'obligation où ils se trouvaient de faire face ensemble à ce besoin prioritaire des populations.

L'Animation, grâce à sa connaissance du milieu rural et une certaine facilité de dialogue avec les femmes, a contribué à l'opération par :

- des enquêtes spécifiques sur le rôle de la matrone et les problèmes liés à l'accouchement,
- les réunions avec la population pour le choix des matrones à former, l'appui pédagogique au cours des stages ;

et le service de Santé par :

- la formation technique des matrones,
- le contrôle de leurs activités,

- la fourniture des quelques produits nécessaires au démarrage de l'action, produits dont le renouvellement était ensuite pris en charge, dans la plupart des cas, par la population.

5. Il faut remarquer que l'action ne mettant pas en jeu des moyens économiques importants, le risque de conflits entre paysans et cadres était pratiquement inexistant. Au contraire, les matrones représentaient pour les cadres de santé des auxiliaires précieuses au niveau du village. L'aide extérieure (UNICEF) a fourni les trousseaux des matrones et a financé partiellement les stages de formation. Elle contribua au développement de l'action, mais ne fut pas déterminante. Progressivement, le financement fut pris en charge par les budgets d'arrondissement, puis par le budget national.

Des difficultés sont apparues en ce qui concerne le choix des matrones à former. Elles ont pu être dépassées parce que la population était fortement motivée. Il s'agissait de l'âge des matrones choisies pour la formation. Traditionnellement celles-ci se recrutent parmi les plus vieilles femmes du village (ayant dépassé l'âge de procréer). Certaines d'entre elles n'étaient plus en mesure de suivre la formation et d'appliquer les conseils au niveau du village. Les femmes et les matrones ont assez rapidement compris la nécessité de choisir des femmes plus jeunes et plus dynamiques et ont d'elles-mêmes résolu ce problème.

2. L'opération flavoquinisation

Elle fut entreprise pour répondre aux incessantes demandes faites par les villageoises afin de leur venir en aide durant la saison des cultures, période où elles ont le plus d'activités et pendant laquelle les enfants sont atteints de paludisme. Lancée en 1967 dans le département de Zinder, à titre expérimental, dans deux villages de l'arrondissement de Matamèye, elle s'étend progressivement depuis, avec des fortunes diverses, dans les différentes zones touchées par l'animation.

L'action s'appuie sur l'auto-encadrement sanitaire du village. Secouristes, matrones et animatrices y collaborent activement. Ils apprennent les dosages appropriés au cours de stages de formation sanitaire. Ils sont aidés par les cadres de l'Animation

et de la Santé pour l'organisation de la population lors du recrutement des enfants, la collecte des fonds et l'évaluation des résultats. Le traitement s'étale sur une période de quatre mois (de juillet à octobre) à raison d'une prise tous les 15 jours.

Dans le département de Zinder, une participation financière est demandée à la population : en moyenne 20 F CFA pour le traitement d'un enfant et 100 F CFA pour celui d'un adulte. Il s'agit de prix subventionnés.

Facteurs de réussite

Dès le départ, cette action bénéficia de conditions favorables qui en ont facilité la réussite. Elle était fortement soutenue par la motivation économique des femmes. Les libérer du souci des enfants atteints par le paludisme, c'était leur permettre de s'occuper de leurs activités de production ou de le faire dans de meilleures conditions.

L'opération flavoquinisation fut entreprise dans une région limitrophe du Nigéria où le médicament et son efficacité étaient déjà reconnus et elle bénéficia de l'appui du service de Santé qui trouva dans l'Animation un support efficace pour une action de vulgarisation. Elle s'est déroulée dans une zone où existait une ébauche d'organisation paysanne : animateurs, animatrices. Les activités économiques des femmes leur donnaient les moyens de prendre en charge le coût, même réduit, du traitement.

L'opération est fort bien prise en charge par la population qui est satisfaite des résultats constatés :

- disparition des accès pernicieux chez les enfants,
- diminution des accès de fièvre chez les adultes, les rendant plus disponibles pour les travaux agricoles.

Difficultés d'approvisionnement

A part quelques difficultés d'organisation de la population féminine pour la prise régulière du traitement (difficultés résolues là où les matrones et les animatrices interviennent auprès des femmes) l'opération se déroule sans problème. Au contraire, en ce qui concerne le service de Santé, le manque de comprimés de flavoquine (en quantité suffisante et à l'époque voulue) risque

d'annuler les efforts d'organisation fournis par la population. Dans plusieurs villages de l'arrondissement de Magaria, au cours de la campagne 1975, on a dû rendre aux populations l'argent qui avait été collecté parce qu'il n'y avait pas de comprimés disponibles.

L'opération flavoquine a fait tache d'huile. Son extension dépend avant tout d'une meilleure organisation des moyens mis à la disposition du service de Santé. Elle suppose la mise en œuvre de la volonté politique pour une véritable médecine de masse. Elle implique également les moyens d'échapper à la dépendance dans laquelle se trouve le pays en ce qui concerne l'approvisionnement et le prix de la flavoquine.